



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU PUY DE DOME

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DOME

ARRÊTÉ N°

16 - 01729

DIRECTION RÉGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET
DU LOGEMENT AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE
CANTAL / ALLIER / PUY-DE-DÔME

**Arrêté préfectoral prescrivant la mise en place
de servitudes d'utilité publique sur le site de
l'ancienne ISDND exploitée par la Société
M.F.P. MICHELIN, commune de Billom**

La Préfète du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le livre V du code de l'environnement et notamment les articles L.515-8 à L. 515-12 de la partie législative et les articles R.515-31-1 à R.515-31-7 de la partie réglementaire ;

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L.126-1 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée et codifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU les arrêtés préfectoraux du 18 avril 1975, du 1^{er} décembre 1986 et du 17 octobre 2002 autorisant la MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN à exploiter un stockage de déchets caoutchoutés au lieu-dit « La Barbarade » sur le territoire de la commune de BILLOM ;

VU le courrier en date du 11 juillet 2014 par lequel la société MFP MICHELIN notifie au Préfet la mise à l'arrêt définitif des activités qu'elle exerçait sur l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Billom ;

VU le dossier adressé par la Société MFP MICHELIN au préfet le 12 février 2015 et ses compléments ainsi que le rapport n° M7 0040/SUP du cabinet SITA REMEDIATION proposant les servitudes d'utilité publique à mettre en place sur les terrains portant l'ancien ISDND ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Billom en date du 25 mars 2016 ;

VU le rapport de synthèse établi par l'inspecteur des installations classées en date du 15 juin 2016 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 8 juillet 2016 ;

CONSIDÉRANT que les terrains d'assise de l'ancienne installation de stockage de déchets caoutchoutés au lieu-dit « La Barbarade », commune de BILLOM ont fait l'objet de travaux de remise en état, notamment la mise en place de couvertures finales ;

CONSIDÉRANT que les ouvrages de gestion des effluents et de surveillance des eaux souterraines doivent être exploités après la cessation d'activité de cette installation ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'interdire tout projet à usage sensible ou toute activité susceptibles de nuire au confinement des déchets enfouis, aux ouvrages de traitement et de collecte des effluents résiduels et de permettre l'accès des lieux aux personnes chargées de la maintenance et du suivi des ouvrages de surveillance des eaux de la nappe ;

CONSIDÉRANT que les terrains concernés par les stockages de déchets et de terres appartiennent à un nombre restreint de propriétaires, en l'occurrence la MFP Michelin ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, dans ce cas, de faire usage de la procédure simplifiée de mise en place de servitudes d'utilité publique en substituant l'enquête publique par la consultation du propriétaire et du conseil municipal concerné, telle qu'elle est prévue à l'article L.515-12 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le préfet peut fixer, par arrêté préfectoral pris après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, toute prescription additionnelle que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaire ;

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la préfecture du Puy-de-Dôme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - OBJET

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les parcelles suivantes du plan cadastral de la commune de Billom indiquées au tableau ci-dessous et sur le plan cadastral de l'annexe 1 du présent arrêté :

<i>n° de parcelle</i>	<i>Propriétaire</i>
Section ZI n° 80, 82 à 88, 90, 93, 208, 216 et 217	MFP MICHELIN

ARTICLE 2 - USAGE DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES

En dehors des aménagements et/ou constructions nécessaires au suivi de l'installation de stockage de déchets, sur la zone faisant l'objet de servitudes, sont interdits :

- la réalisation de construction à caractère temporaire ou définitif, dédiée à l'habitation permanente, provisoire ou de loisirs (camping, mobile-home, etc.) de tiers ;
- tout usage agricole ;
- les captages d'eau potable ainsi que les périmètres de protection immédiat ou rapproché de captages ;
- les usages des eaux souterraines, sauf exception après vérification de la compatibilité de leur qualité et information de l'autorité compétente ;
- la réalisation d'excavations ou autres formes de cavité susceptibles de nuire au maintien durable du confinement des déchets, notamment :
 - en créant des dépressions qui favoriseraient l'accumulation d'eau gênant le libre écoulement des eaux de pluie vers les fossés internes ;
 - en remettant en cause l'isolement du stockage de déchets par la mise à jour du massif, dans le cas d'excavations profondes ;
- la construction de bâtiments ou ouvrages nécessitant des fondations à l'exception de la zone autour du bâtiment déjà présent sur site ;
- la réalisation de trous, excavations, fondations, forages, défonçage et tous travaux dont la profondeur dépasserait 0,30m ;
- tout aménagement (affouillement, excavations...) susceptible de compromettre la stabilité du réaménagement des zones de stockage de déchets ;
- la plantation d'espèces à racines profondes, susceptibles de nuire à la conservation de la couverture ;
- le déplacement, la suppression, l'enfouissement ou le comblement, excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnementale en relation avec l'exploitant :
 - des fossés périphériques de collecte des eaux de ruissellement ;
 - des dispositifs de collecte des lixiviats.

L'entretien régulier du site est à la charge de l'exploitant de l'installation de stockage.

ARTICLE 3 - ACCÈS

L'accès au site est interdit au public à l'exception de visites réalisées sous la responsabilité de l'exploitant.

Un libre accès au site et aux équipements est réservé à l'exploitant, ainsi qu'aux services de contrôle, d'inspection et aux services de secours et d'incendie.

Toute circulation est interdite en dehors des voies carrossables existantes à l'exception des besoins d'exploitation ; l'accès n'est possible que sous le contrôle de l'exploitant en charge du suivi post-exploitation du site.

ARTICLE 4 - CESSION, VENTE DU SITE

Toute cession ou vente du site ne peut être effectuée qu'après information complète du nouvel acquéreur sur les aspects techniques et administratifs du site, en vertu de l'article L 514-20 du Code de l'Environnement.

Toute transaction immobilière, totale ou partielle, doit être déclarée au Préfet.

ARTICLE 5 - ENREGISTREMENT

Les servitudes instituées par arrêté préfectoral seront enregistrées à la Conservation des Hypothèques.

Les servitudes instituées par arrêté préfectoral seront annexées dans les documents d'urbanisme de la commune de Billom, dans les conditions prévues à l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 6 - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant en charge du suivi post-exploitation de l'installation de stockage.

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

7.1 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision ne peut être déférée que devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

7.2 Notification et publicité

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Billom pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les services du maire. Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible à l'entrée du site.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département du Puy de Dôme.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du Puy-de-Dôme et notifié à la MFP Michelin ainsi qu'au maire de la commune de Billom.

7.3 Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme, le Maire de Billom ainsi que la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée :

- au Délégué Départemental de l'Agence Régionale de Santé ;
- au Directeur des Finances Publiques du Puy-de-Dôme ;
- au Directeur Départemental des Territoires, service de l'urbanisme et service de l'eau ;
- au Directeur Départemental de la Protection des Populations, service de la sécurité civile ;
- au Chef de l'Unité inter Départementale Cantal - Allier - Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Clermont-Ferrand, le **01 AOUT 2016**

Pour la Préfète et par délégation
la Secrétaire Générale

Signé

Béatrice STEFFAN



Echelle :

Format : A4

